

AGRICULTURE

LE RETOUR À LA TERRE A ÉTÉ ENCLENCHÉ



BIEN QUE LE SECTEUR DE L'AGRO-INDUSTRIE NE REPRÉSENTE QUE 3,6 % DU PIB, SA CONTRIBUTION AUX BESOINS ALIMENTAIRES DE LA POPULATION NE PEUT ÊTRE SOUS-ESTIMÉE. LE SECTEUR CONSERVE SON IMPORTANCE STRATÉGIQUE, NOTAMMENT EN TERMES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DU MAINTIEN DE LA STABILITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE DU PAYS.

RACHELLE VEERASAMY

MAURICE opère un retour en arrière en affirmant sa volonté de réenclencher son industrialisation et en encourageant un retour à la terre. C'est un fait que la mondialisation et les chaînes d'approvisionnement globales seront transformées à la suite de la pandémie. Le retour à la terre n'est pas une démarche rétrograde ; cela pourrait être l'avenir. La technologie agro-alimentaire est le secteur phare des prochaines décennies. Toutefois, l'enjeu n'est pas seulement de satisfaire la consommation domestique, ce qui serait un heureux aboutissement. Selon certains observateurs, décrocher la timbale, c'est le développement des capacités qui nous placent en position de leader pour aider l'Afrique à nourrir sa population.

Amit Bakhieta, fondateur et CEO d'Anneau, souligne que le secteur a connu les taux de croissance les plus élevés d'avant la crise

(H121 par rapport à H119) au cours du premier semestre de 2021, soit +15,3 %, et a à peine connu une baisse en 2020 (+0,5 % de H119 à H120) ; c'est dire la résilience de notre secteur agricole. D'une année à l'autre, le secteur agricole a connu en 2021 (premier semestre) une croissance de +14,8 % (troisième taux de croissance le plus élevé derrière le secteur du commerce de gros et de détail et le secteur manufacturier).

La pandémie n'a pas eu que des effets négatifs. La fermeture de nos frontières et la difficulté d'importation de certaines denrées ont remis la production agricole dans le paysage économique local. Les Mauriciens ont revu leur mode de consommation avec un certain retour aux produits locaux et de saison. Certains producteurs, surtout les plus jeunes, se tournent vers une agriculture plus "roots"

LA MISE EN PLACE D'UNE ÉCOLE AGRICOLE PROJÉTÉE

Après plusieurs années auprès des planteurs, la Chambre d'Agriculture projette la mise en place d'une école agricole qui remettrait le métier d'agriculteur au centre d'un pilier économique essentiel pour le pays. La formation théorique et pratique qui sera dispensée dans cette école donnera le goût aux jeunes d'aujourd'hui de devenir les planteurs et éleveurs de demain. Ce projet nécessite la collaboration et le dialogue entre tous les partenaires du secteur agricole car la sécurité alimentaire du pays est la responsabilité de tous les Mauriciens.



SERVICES FINANCIERS

UN NOUVEAU DÉPART APRÈS LA SORTIE DE LA LISTE NOIRE EN FÉVRIER 2022

LA COMMISSION EUROPÉENNE A RECONNU LES EFFORTS DE MAURICE EN VUE DE COMBATTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME. DU COUP, LE PAYS NE FIGURE PLUS SUR SA NOUVELLE LISTE NOIRE.

RICHARD LE BON/NIYAN ARMOOGUM

C'EST officiel : Maurice sortira de la liste noire de l'Union européenne début février 2022. La décision a été officialisée à la suite d'une réunion de la Commission européenne qui a approuvé le retrait de cinq pays de la liste noire, à savoir, Maurice, les Bahamas, l'Irak, le Botswana et le Ghana. En revanche, neuf autres pays sont considérés comme des pays tiers à haut risque et seront inscrits sur la liste noire. Il s'agit de la Jordanie, du Burkina Faso, d'Haiti, des Îles Caimans, du Mali, du Maroc, des Philippines, du Sénégal et du Soudan. Selon le ministre des Services financiers, Mahen Seeruttun, la nouvelle liste

des pays tiers à haut risque sera approuvée par le Conseil européen et le Parlement européen et sera publiée au plus tard début février prochain.

Tout a commencé en février 2020 lorsque le Groupe d'action financière (GAFI) plaçait Maurice sur sa liste grise, car celui-ci présentait cinq déficiences stratégiques dans son mécanisme de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Huit mois plus tard, le pays était fiché sur la liste noire de l'Union européenne. Par la suite, les autorités initiaient une série de réformes pour approuver le plan d'action du

GAFI et démontrer leur volonté de combattre les pratiques fiscales dommageables. Le 21 octobre dernier, le GAFI enlevait Maurice de sa liste. De là, la sortie de la liste noire n'était qu'une question de formalité administrative.

La sortie prochaine de la juridiction mauricienne de la liste noire est un vrai bol d'oxygène pour les opérateurs du global business. Jusqu'ici, le secteur s'est montré résilient, mais il y a eu une baisse notable des activités transfrontalières, notamment en raison des procédures de diligence raisonnable fastidieuses pour les opérations bancaires.

Revenant sur les deux événements,

avec un mode de commercialisation plus proche des consommateurs, des ventes directes et des circuits courts. Beaucoup de familles ont développé un petit potager avec quelques légumes faciles à pousser et des herbes fines. Selon les statistiques de janvier à juin entre 2020 et 2021, il est estimé que la surface cultivée a connu une augmentation de presque 7 % par rapport à l'année dernière et que la production a augmenté d'environ 20 %.

Cependant, comme le précise Jacqueline Sauzier, Secrétaire Générale de la Chambre d'Agriculture de Maurice, il est nécessaire de mettre en place au plus vite un cadre dans lequel chaque producteur trouvera sa place dans la chaîne de production. La Chambre préconise à cet effet une planification des productions pour qu'un produit local ne se trouve pas face à un même produit importé. Ou encore la mise en place d'un espace de dialogue et de collaboration entre les producteurs et les industriels pour que les productions locales servent un maximum de matières premières aux industriels de la transformation agroalimentaire. Il faut donner l'espace nécessaire aux produits locaux pour se développer confortablement en volume et dans le temps.

ACCOMPAGNER LES PRODUCTEURS LOCAUX

«Après le premier confinement de 2020, certaines décisions annoncées peinent encore à être pleinement implémentées pour atteindre les objectifs annoncés de réduction de nos importations alimentaires et d'augmentation substantielle de nos productions vivrières locales. Et il ne faudrait pas perdre ce momentum créé, qui est de produire et de consommer local de manière durable», souligne Jacqueline Sauzier. «Cependant, notre insularité et les effets du changement climatique mettent de la pression sur les producteurs locaux et il est essentiel de les accompagner par des mesures d'adaptation et de mitigation. De les accompagner sur ces changements de pratiques agricoles pas seulement avec des mesures financières mais par de la sensibilisation et de la formation.»

Ainsi, des mesures d'adaptation à ces facteurs externes doivent impérativement être implémentées et le pays a besoin de changer son mode de production en introduisant des critères de soutenabilité dans les pratiques agricoles. Donc, la poursuite du projet Smart Agriculture en cette année 2021 a eu tout son sens. Les bénéficiaires voient déjà des changements majeurs dans leurs rendements mais aussi leur profitabilité. L'agriculture raisonnée, l'agroécologie,



AMIT BAKHRIA
(FONDATEUR ET CEO D'ANNEAU)

l'agriculture biologique ou agriculture régénérative, quelle que soit l'approche que nous voulons adopter, un changement des pratiques culturales vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement et qui aide à restaurer les sols reste la priorité de la Chambre d'Agriculture.

«Par ailleurs, le climat reste pleinement au cœur de nos attentions pour plusieurs raisons. Notre insularité nous rend vulnérables aux variations extrêmes des aléas attribués au changement climatique. Nous avons eu la chance de ne pas avoir eu de cyclones majeurs depuis plusieurs années, mais les pluies irrégulières, c'est-à-dire trop abondantes sur une courte période ou inexistantes, impactent les cultures locales. Nous le voyons bien dans les plantations de légumes de manière générale en cette fin d'année, avec des rendements plus faibles et une qualité impactée, menant à une hausse du prix de vente de ces légumes», plaide Jacqueline Sauzier.

SECTEUR CANNIER

D'un autre côté, la mise en place d'un National Biomass Framework cette année a été une mesure phare du Budget. La bagasse est dorénavant rémunérée à Rs 3,50 le kWh pour tous les planteurs et producteurs aussi bien que les usiniers. Cela intervient après presque quatorze ans de lutte du secteur cannier pour une rémunération juste et équitable de la contribution de la bagasse dans le mixte énergétique et sa contribution au développement économique du pays. Ramenée à la tonne de sucre, cette bagasse se fait donc rémunérée autour de Rs 3 300 la tonne.

«Cette rémunération supplémentaire est la bienvenue après plusieurs années au cours desquelles les revenus dérivés du prix du sucre et de la mélasse étaient en dessous du coût de viabilité économique. Cette promesse de revenus supplémentaires, couplée à des prix de sucre en hausse sur les marchés européens et mondiaux, est une bouffée d'air frais pour les activités cannières. Nous pouvons déjà voir de multiples champs, à travers l'île, en cours de préparation pour de la replantation. Le secteur cannier respire enfin et commence à rembourser ses dettes accumulées», fait ressortir Jacqueline Sauzier.



JACQUELINE SAUZIER (SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MAURICE)

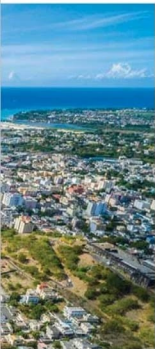
Toutefois, elle ajoute qu'il ne sera pas possible au secteur de profiter pleinement de cette hausse des prix sur les principaux marchés de commercialisation pour deux raisons. La première est que le climat local est venu jouer les trouble-fête en impactant la période de la pousse de la canne. Ainsi, que 250 000 tonnes de sucre seront produites cette année, contre 270 875 tonnes l'année dernière. La deuxième est liée aux impacts indirects de la Covid avec la difficulté d'avoir des conteneurs, l'irrégularité des liaisons maritimes et, finalement, la hausse directe des coûts du fret. Tous ces facteurs ont causé des difficultés croissantes et des dépenses supplémentaires pour achever les commandes.

Tout cela vient démontrer le besoin de nous adapter aux conditions économiques et environnementales fluctuantes, d'être de plus en plus productifs et efficaces et, finalement, d'être agiles. Dans de telles circonstances, le secteur ne peut se reposer sur des décisions déjà prises mais continuer à œuvrer pour que celles-ci évoluent avec les changements économiques.

Avec cette énergie produite à partir de la bagasse, la contribution du secteur cannier dans la production des énergies renouvelables sera un point clé pour atteindre l'objectif de 60 % d'énergie renouvelable d'ici à 2030. Cela, surtout s'il est couplé au deuxième objectif annoncé dans le Budget, qui est de progressivement éliminer le charbon de notre mixte énergétique.

Pour Jacqueline Sauzier, l'objectif reste ambitieux et il devra se faire en grande entente entre tous les partenaires de la filière énergétique.

**DONNER L'ESPACE
NÉCESSAIRE
AUX PRODUITS
LOCAUX POUR
SE DÉVELOPPER
CONFORTABLEMENT
EN VOLUME
ET DANS LE TEMPS**



Amit Bakhtia, CEO d'Anneau, souligne que l'inclusion de Maurice sur ces listes a poussé les opérateurs à changer leur fusil d'épaule afin de renforcer le secteur. «Nous avons observé une diligence raisonnablement renforcée de la part de nos relations de correspondant bancaire et d'autres fournisseurs de services financiers ; y compris les régulateurs d'autres juridictions correspondantes», soutient-il. Avant de souligner que d'autres impacts notables ont eu davantage un effet négatif sur l'économie nationale, tels que la diminution des flux d'investissement administrés ou domiciliés à Maurice, l'arrêt de la structuration de nouveaux fonds américains/européens ou encore des ramifications sur d'autres juridictions qui lognaient les pays pour la structuration des services financiers. In fine, cela

L'heure à la consolidation du secteur financier

Suivant sa sortie des listes du GAFI et de l'UE, Maurice doit maintenant s'appliquer à une perpétuelle mise à jour de son secteur financier. Selon François de Senneville, les défis s'annoncent tumultueux. Les services des management companies sont encore très souvent trop chers pour des exercices de 'compliance' et d'une qualité susceptible d'être substantiellement améliorée. Il explique que le client n'est plus disposé à payer ces services sans réelle valeur ajoutée aux tarifs généralement proposés aujourd'hui. L'avenir est donc dans la proactivité et la créativité. «Le client n'a jamais refusé de payer le prix pour des services de qualité. Aux opérateurs de méditer ce que cela pourrait signifier au niveau de leurs offres de service respectives. La consolidation dans ce secteur serait la bienvenue si elle permettait de relever ces défis.»

Pour Amit Bakhtia, le secteur financier bancaire et non bancaire devra approfondir sa digitalisation. Il voit cette consolidation s'intensifier en 2022/23 mais voit aussi de nombreuses nouvelles entités se mettre en place. Notamment dans l'espace numérique comme la valorisation de ces nouveaux fonds dites Hi-Tech/Allycryptodigitaux qui nécessitent également de l'innovation et de nouveaux procédés et donc de l'espace pour la croissance de ce segment non bancaire. Il précise que la diversification des portefeuilles clients annonce aussi de belles perspectives. Les marchés africain et asiatique sont si vastes et attrayants qu'une consolidation au niveau national peut éventuellement se traduire par davantage de capacité d'exécution dans ces marchés respectifs.

a, selon lui, contribué au ralentissement organique qu'a connu le secteur en 2020/21.

Un avis que partage qu'à moitié Shahed Hoolash, Managing Director de Vistra. Pour cause, nonobstant le fait de reconnaître l'impact sur notre juridiction, notamment un ralentissement des transactions libellées en euros avec notre inclusion sur la liste de l'UE, il affirme que des investisseurs hors européens ont tout de même soutenu le secteur des services financiers local. «La plupart de nos autres investisseurs mondiaux ont continué à nous soutenir pendant cette période difficile, ce qui montre bien qu'ils ont confiance en notre capacité en tant que juridiction.»

En sus, Vikash Chummun, Managing Director de Sunibel Corporate Services, indique que Maurice a eu de la chance d'être inclus sur les deux listes parallèlement à l'écèlement de la crise de la Covid-19. Il fait ressortir que la crise sanitaire et économique a été une bénédiction déguisée pour l'Ile Maurice. Avec la pandémie, le niveau des tran-

sactions d'investissement et l'exercice de levée de fonds ont également diminué, donc, selon ses observations, les dommages ou l'impact ne sont pas aussi importants que prévu. Or, il ajoute tout de même que les entreprises européennes jouent un rôle prépondérant dans l'écosystème économique local et qu'il faudra travailler avec des organisations internationales pour les faire venir ou revenir vers Maurice.

DES IMPACTS POSITIFS DÉJÀ RESSENTIS

Ainsi, la récente annonce de l'Union européenne de sortir Maurice sur sa liste noire est un soulagement. Toutefois, cela ne représentait qu'une modalité au vu des engagements qu'avait pris l'UE de sortir Maurice de sa liste, une fois que le pays serait conforme aux règlements du GAFI. D'ailleurs, comme le souligne justement François de Senneville, Partner à Head Africa Desk, l'on a déjà largement anticipé la sortie de Maurice de cette liste noire.



SHAHED HOOLASH
(MANAGING DIRECTOR OF VISTRA)



VIKASH CHUMMUN
(MANAGING DIRECTOR OF SUNIBEL CORPORATE SERVICES)



AMIT BAKHTIA
(CEO D'ANNEAU)

Pour cause, il observait un retour des investissements européens vers le pays depuis quelque temps déjà. «Dès la fin de l'année dernière, les opérateurs notaient un redémarrage de leurs activités et un rythme plus soutenu concernant les investissements étrangers à Maurice et les nouveaux projets. Cette tendance devrait se confirmer en 2022 mais attention de ne pas relâcher la pression.»

Pour Shahed Hoolash, cette conjoncture représente d'ailleurs une aubaine. Suivant la reprise économique mondiale, il affirme que Maurice a de belles cartes à jouer. Il met en exergue le fait qu'être présent sur ces listes aurait été difficile alors que le monde a commencé à voir la lumière au bout du tunnel avec la Covid-19 et que les marchés mondiaux rebondissent. Il ajoute qu'aujourd'hui, on peut se targuer que le contexte joue en notre faveur, notamment lorsque les investisseurs rechercheront une plateforme stable et durable pour investir.

La question est de savoir si nous devons nous attendre à ce que les performances des investissements transfrontaliers augmentent au premier trimestre de 2022 ? Trop tôt, concèdent les opérateurs. En effet, selon Vikash Chummun, il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Il trouve un peu difficile pour le moment de dire que l'activité va revenir à la normale, surtout avec la nouvelle vague Omicron, qui a contraint certains pays à rétablir des restrictions de

voyage. Il est d'avis que nous aurons une meilleure idée au cours du deuxième trimestre de 2022.

Un avis que partage Amit Bakhrta. Selon ses observations, il est indéniable que nous devrions nous attendre à davantage de flux de capitaux transfrontaliers vers et depuis notre juridiction financière. Par ailleurs, une attente à la réputation d'un pays met souvent du temps à s'user, d'où la nécessité d'une nouvelle campagne de communication efficace de notre image de marque de la part des décideurs politiques mais aussi de l'industrie. Il est donc primordial qu'au cours des 18 prochains mois, nous assurons à nos partenaires internationaux et juridictions que Maurice est sérieuse et de bonne réputation.

Amit Bakhrta ajoute que Maurice devra aussi s'appuyer sur l'innovation et sa diplomatie afin de renforcer sa réputation et son agilité. Et de conclure : «Notre industrie a également besoin d'innovation et de nouvelles relations transfrontalières. Nos accords d'évitement de la double imposition (DTAA) avec les pays africains ont été en net déclin à un moment où l'Afrique est devenue notre principale stratégie offshore (loin de l'Inde) ; qui met en évidence un échec de notre stratégie africaine. À mon humble avis, ce n'est sûrement pas un problème car les échecs font partie intégrante de l'apprentissage, de l'innovation et du progrès ; quoique, tant que nous apprenons de ces échecs et y remédions.»

Trouver l'équilibre entre efficacité et conformité excessive

Au total, Maurice n'est resté que seize mois sur la liste noire de l'Union européenne. C'est une véritable prouesse car le pays a su adresser extrêmement vite les cinq déficiences stratégiques relevées par le GAFI. Evoquant ce travail de longue haleine, Shahed Hoolash, qui a travaillé en étroite collaboration avec les autorités, se dit fier des résultats obtenus. «Le gouvernement, les autorités et le secteur privé ont travaillé dur pendant seize longs mois. Nous avons travaillé sans relâche pour améliorer les lois, les règlements, les processus et, surtout, pour opérer un changement radical dans la culture de conformité dans tous les secteurs de l'économie.»

Selon François de Senneville, Head Africa Desk de Fieldfisher, l'importance de revendiquer ce statut au niveau mondial. «Non seulement Maurice peut revendiquer cette prouesse aujourd'hui, mais elle doit pourchasser des esprits les doutes savamment distillés par les esprits mal intentionnés ou ignorants sur le sujet.» Néanmoins, il s'empresse d'ajouter que le pays ne doit pas se reposer sur ses lauriers. Maurice doit ainsi se doter rapidement des moyens adéquats, notamment budgétaires ainsi que des équipes comprenant des experts du lobbying internationaux. Cela, pour compléter les efforts de nos fonctionnaires et diplomates afin d'assurer une veille permanente auprès des décideurs clés susceptibles de nous replonger dans un nouvel épisode de liste noire.

François de Senneville ajoute que nous devons également capitaliser en termes de communication sur les réformes ainsi que les récentes décisions favorables des instances internationales nous concernant. La France, un de nos principaux partenaires historiques et à venir dans la sous-région pour freiner les appétits géopolitiques dans l'océan Indien, accède en janvier à la présidence de l'Union européenne. Il convient donc de lui rappeler notre contribution aux équilibres qu'elle souhaite bâtir et entretenir dans cet espace avec l'Inde et les autres États de la région souhaitant y participer. Nos intérêts sont convergents et il convient donc d'activer nos synergies pour y parvenir.

Même analyse pour Vikash Chummun, qui indique que la juridiction doit être tenue à jour des dernières innovations et réglementations dans le monde financier. «L'île Maurice doit à tout moment maintenir une substance économique solide. Cela passe par une perpétuelle amélioration des réglementations. Par exemple, avec la référence de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), nous devons encore faire preuve d'une grande prudence et maintenir un équilibre entre approche pratique/efficace et conformité excessive.»



FRANÇOIS DE SENNEVILLE,
HEAD AFRICA DESK DE
FIELDFISHER

